



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/44/PV.62
4 décembre 1989

FRANCAIS

Quarante-quatrième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 62e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi, 20 novembre 1989, à 15 heures

Président : M. PAWLAK (Vice-Président) (Pologne)
puis : M. GARBA (Président) (Nigéria)

Droit de la mer [30] (suite)

- a) Rapports du Secrétaire général
- b) Projet de résolution

Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections [16] (suite)

- d) Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Développement et coopération économique internationale [82] (suite)

- e) Coopération économique et technique entre pays en développement : rapport de la Deuxième Commission

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

En l'absence du Président, M. Pawlak (Pologne), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DROIT DE LA MER

- a) RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (A/44/461 et Corr.1, A/44/650)
- b) PROJET DE RESOLUTION A/44/42

M. BYKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La présente session de l'Assemblée générale reflète les changements qui s'opèrent actuellement dans le monde. La transition dans les relations internationales de l'affrontement au dialogue, à l'interaction et à la coopération jette les bases nécessaires, grâce aux efforts de l'ensemble de la communauté internationale, à un processus accéléré d'édification d'un monde non violent, plus sûr et plus équitable où les intérêts nationaux et universels sont harmonieusement réunis.

Ce que je viens de dire se rapporte directement à la primauté du droit dans les mers et les océans - qui, comme chacun sait, couvrent plus des deux tiers de notre planète. Fondé sur les normes et principes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le régime juridique des mers et des océans doit être compatible avec les nobles idéaux de justice et de respect de l'humanité pour les intérêts et les droits de chaque Etat et de chaque peuple.

L'Union soviétique appuie la Convention sur le droit de la mer depuis son adoption et elle estime que la Convention peut et doit devenir un instrument efficace permettant d'arriver à un régime juridique stable des mers et des océans, compte tenu des droits légitimes et des intérêt de tous les Etats.

En vue de parvenir à une adhésion universelle à la Convention sur le droit de la mer, il est particulièrement important aujourd'hui de faire preuve d'un sens des responsabilités et d'engager un dialogue sérieux dans le but d'aplanir les divergences qui existent à l'égard de certaines dispositions de la partie XI relative aux activités sur le fonds des mers. Notre tâche consiste à adapter ces dispositions aux réalités nouvelles et à identifier les moyens de parvenir à des

M. Bykov (URSS)

solutions mutuellement acceptables assurant à tous les Etats la possibilité de devenir partie à la Convention et ouvrant la voie à un régime juridique véritable des mers et des océans.

La réalisation de cet objectif serait une étape capitale sur la voie du renforcement de l'interaction entre tous les groupes d'Etats dans le cadre des Nations Unies. Nous engageons toutes les parties intéressées à apporter une contribution constructive à l'élaboration d'un dialogue et à rechercher des solutions pratiques mutuellement acceptables pour la partie XI de la Convention et de nature à favoriser l'adhésion de tous les Etats à cette importante convention internationale. L'Union soviétique se déclare une fois de plus disposée à prendre part à un tel dialogue, avec la participation de toutes les parties intéressées, notamment les Etats qui n'ont pas encore signé la Convention. Les Nations Unies et le Secrétaire général ont un rôle important à jouer dans ce dialogue.

Le rapport du Secrétaire général sur le droit de la mer (A/44/650), présenté à la présente session de l'Assemblée générale, est un exemple notable de la grande diversité des questions qu'englobe la Convention et témoigne des problèmes qui ne cessent de se poser du fait que toutes les conditions nécessaires à l'universalité de la Convention n'ont pas encore été réunies, ce qui ralentit son entrée en vigueur.

La Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer a un rôle important à jouer dans le renforcement ultérieur du droit et de l'ordre juridique international, comme cela a déjà été souligné à maintes reprises du haut de cette tribune de l'Assemblée générale. Etant donné la nécessité d'engager un dialogue sérieux, notre délégation a jugé utile de revenir sur cette question, car nous devons garder en mémoire que le dialogue ne doit pas saper certaines parties fondamentales de la Convention ou son intégrité. Les négociations tendant à surmonter les problèmes qui se posent au sujet de la partie XI de la Convention doivent être considérées comme faisant partie d'un processus d'ensemble dont le but est de favoriser l'entrée en vigueur le plus tôt possible de la Convention de 1982 sur la base d'une participation universelle de tous les Etats.

M. Bykov (URSS)

Le rapport du Secrétaire général mentionne un certain nombre de facteurs relatifs au développement du droit de la mer. Il y est particulièrement fait référence à la signature par l'Union soviétique des accords bilatéraux sur la prévention des incidents en mer au-delà de la mer territoriale avec le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne. Un accord du même type a été conclu récemment avec la France. Antérieurement, en 1972, l'Union soviétique et les Etats-Unis avaient signé un accord sur la prévention des incidents en haute mer et au-delà.

La coopération entre l'Union soviétique et les autres pays dans le domaine du droit de la mer s'est également développée davantage cette année. A cet égard, nous appelons l'attention des membres sur la déclaration conjointe du 23 septembre 1989 faite par le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Chevardnadze et le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Baker, et distribuée en tant que document A/44/578. Comme il ressort de cette déclaration, les parties ont signé un accord tendant à créer une commission régionale pour la région du détroit de Béring. Une déclaration conjointe a également été signée par l'Union soviétique et les Etats-Unis sur l'interprétation uniformisée des normes du droit international régissant le droit de passage inoffensif dans les eaux territoriales, ce qui permet d'éviter toute source de friction potentielle dans les relations entre les deux pays.

Des experts soviétiques et américains ont conjointement élaboré une approche d'ensemble des problèmes de délimitation des eaux des mers et des océans dans les mers de Béring et de Chukchi.

Les parties ont également fait part de leur intention de mener à bien, d'ici à la fin de l'année, les travaux relatifs à un accord de coopération dans le domaine de la recherche sur le milieu marin.

Ces exemples démontrent une fois de plus que les questions relatives au droit de la mer et, avant tout, la nécessité de garantir la sécurité du milieu marin, reste au premier plan de l'attention politique.

Cette année, conformément à sa demande, le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale pour examen un rapport sur la "Protection et la préservation du milieu marin". Des problèmes écologiques, qui préoccupent tous et chacun, sont à l'heure actuelle au premier plan de l'attention de la communauté internationale,

M. Bykov (URSS)

comme en témoignent, en particulier, les débats qui se sont déroulés à la présente session de l'Assemblée générale. La protection et la préservation du milieu marin est une partie importante et inaliénable de ce problème d'ensemble. A cet égard, nous devons attirer l'attention sur le fait que l'une des premières tâches de la Convention de 1982 sur le droit de la mer est de mettre en place un ordre juridique pour promouvoir la protection et la préservation du milieu marin. Nous tenons à remercier le Secrétariat des études utiles et intéressantes qui ont été faites sur les aspects juridiques du problème de la protection et de la préservation du milieu marin, et nous partageons son avis selon lequel l'attention qui est accordée à ce problème particulier dans la Convention sur le droit de la mer témoigne de l'importance primordiale que revêt le rôle des océans dans la préservation de l'équilibre écologique mondial.

M. Bykov (URSS)

Comme cela est judicieusement souligné dans l'étude, le principal objectif de la Convention dans ce domaine consiste à garantir une base commune pour toutes les mesures qui seront prises ultérieurement aux niveaux mondial, régional et national. Il faut reconnaître que nous ne sommes qu'au tout début de nos efforts et que la communauté internationale devra les intensifier considérablement pour aboutir à de telles mesures. A notre avis, les études préparées par le Secrétariat sont utiles et opportunes, et nous espérons qu'elles seront dûment prises en compte lors des préparatifs qui sont en cours en vue de la Conférence sur l'environnement et le développement prévue en 1992.

L'efficacité de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sera largement tributaire des progrès enregistrés par la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer. L'Union soviétique continuera de participer activement aux travaux de la Commission préparatoire. L'Union soviétique a étudié attentivement les propositions qui ont été avancées par le Président de la Commission préparatoire à la session d'été de cette année, à New York. Comme l'a signalé le Président du Groupe des Quatre à la séance de clôture de la session, le Groupe communiquera sa position sur ces propositions avant le début de la prochaine session de la Commission préparatoire, qui se tiendra à Kingston au printemps prochain.

Nous voudrions manifester notre appui aux vues exprimées par le Groupe des 77 et présentées par son président à la session d'été de la Commission préparatoire en ce qui concerne le secrétariat de la future organisation. Nous sommes d'accord que le secrétariat devra fonctionner efficacement, sans dépenses inutiles et seulement avec le personnel requis pour mener à bien ses activités. La mise en place d'un lourd appareil bureaucratique irait à l'encontre du but recherché. Nous sommes convaincus qu'il vaudrait mieux s'en tenir à une structure administrative minimale qui permette de fournir tous les services nécessaires au Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer, comme cela est le cas pour la Commission préparatoire.

Pour hâter son entrée en vigueur, tous les Etats doivent prendre des mesures concrètes pour assurer l'adhésion universelle à la Convention. Comme il ressort nettement du rapport du Secrétaire général et comme de nombreux représentants l'ont souligné au cours du débat, les efforts visant à rendre les législations nationales

M. Bykov (URSS)

strictement conformes aux normes de la Convention revêtent la plus grande importance pour assurer dans la pratique l'application uniforme et effective de celle-ci.

En terminant, la délégation soviétique voudrait saluer le gros travail scientifique et pratique qui a été fait au Secrétariat des Nations Unies par le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer, sous la direction du Secrétaire général adjoint, M. Nandan.

En ce qui concerne le projet de résolution A/44/L.42, nous notons avec satisfaction qu'il est le fruit d'efforts poussés et de larges consultations officieuses. La délégation soviétique a participé à ces consultations et appuie le projet de résolution. Nous espérons que l'adoption du projet de résolution montrera l'importance des efforts en vue de parvenir à des décisions mutuellement acceptables dans ce domaine.

Dame Ann HERCUS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Selon les mythes de la population autochtone de la Nouvelle-Zélande, les Maoris, une moitié de mon pays a été retirée de la mer comme un poisson par Maui, personnage central de la légende maorie. Elle est devenue l'île du Nord de la Nouvelle-Zélande, que la population maorie appelle Te-Ika-a-Maui, c'est-à-dire le poisson de Maui. La pirogue d'où Maui et ses frères ont jeté leur ligne est devenue ce qui est maintenant l'île du sud de la Nouvelle-Zélande, Te-Waka-a-Maui, ou la pirogue de Maui.

Depuis ce passé légendaire jusqu'aux temps modernes, la population de mon pays considère les mers qui nous entourent comme une source de nourriture, comme une barrière naturelle contre nos ennemis et comme une route vers des lieux éloignés. Tout au long de notre histoire, nous avons respecté la mer, pour les dangers qu'elle présente, pour les défis qu'elle lance et pour les richesses qu'elle offre. Il est donc naturel que les Néo-Zélandais montrent maintenant ce respect en appuyant les accords internationaux qui réglementent l'utilisation des mers et protègent le milieu marin.

C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande est déterminée à contribuer à l'institution d'un régime du droit de la mer universellement accepté, tenant compte de tous les aspects de l'utilisation des océans. Le fait que la Nouvelle-Zélande s'est ralliée aux auteurs du projet de résolution dont l'Assemblée est saisie n'est qu'un modeste

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

témoignage de cette détermination. Nous souhaitons dès maintenant exprimer toute notre reconnaissance à l'Ambassadeur Jesus, du Cap-Vert, pour son excellente contribution à l'élaboration du texte actuel.

Une grande partie de ce projet de texte a trait aux travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer. En toute franchise, nous devons dire que la Nouvelle-Zélande est préoccupée par la lenteur des progrès enregistrés à la Commission préparatoire depuis sa première réunion, il y a près de sept ans. Trop souvent certaines questions difficiles ont été remises à plus tard. Entre-temps, la Commission préparatoire a traité de questions qui sont sans aucun doute importantes concernant l'enregistrement des investisseurs pionniers et les obligations de ceux-ci. Les progrès réalisés jusqu'à présent par la Commission préparatoire montrent que la volonté existe de trouver des solutions aux questions les plus difficiles. Mais il faut également traiter d'autres problèmes importants.

En particulier, la Nouvelle-Zélande voudrait qu'on se concentre sans tarder sur les questions particulièrement ardues, y compris les questions concernant les prises de décision par l'Autorité dans le domaine financier. La question de la taille et du coût de l'Entreprise dans sa phase initiale nécessite plus d'attention. Ce sont là des préoccupations centrales pour un pays signataire comme la Nouvelle-Zélande, pour lequel la ratification de la Convention est un objectif prioritaire.

Par conséquent, nous espérons et escomptons que la Commission préparatoire examinera sous peu ces questions. A cet égard, nous notons que, selon la proposition esquissée par le Président de la Commission préparatoire au cours de la session de printemps de 1989, la Commission préparatoire devrait bientôt examiner ce groupe de questions en vue d'achever les consultations à ce sujet d'ici à la date cible de 1991. Attachant une importance particulière à ces questions, la Nouvelle-Zélande espère qu'elles pourront être examinées avant même que les questions relatives aux obligations des investisseurs pionniers ne soient complètement réglées.

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

La question d'une adhésion universelle à la Convention revêt une grande importance pour la Nouvelle-Zélande depuis son adoption en 1982, qui n'a malheureusement pas reçu le plein appui de toutes les délégations. Pour la Nouvelle-Zélande, comme pour beaucoup d'autres délégations, la création d'un régime juridique traitant tous les aspects des utilisations des mers et exigeant le respect universel de la communauté internationale a été notre objectif premier pendant la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Le fait que la Conférence n'ait pu parvenir à ce résultat n'a nullement restreint nos ambitions à cet égard. L'un de nos objectifs depuis l'adoption de la Convention a été d'encourager une approche constructive à l'égard de questions qui, selon certains, n'ont pas été résolues de manière satisfaisante.

La Nouvelle-Zélande a donc été très encouragée par les déclarations faites par les représentants de divers groupes au cours de la session d'été de cette année de la Commission préparatoire. Ces déclarations ont montré la volonté de tous les participants à la Commission préparatoire d'examiner des possibilités d'approche menant à l'acceptation universelle du régime du droit de la mer. La Nouvelle-Zélande a exprimé ses vues à ce sujet dans une déclaration prononcée par le représentant du Danemark au nom du Groupe des 11, connu aussi sous le nom d'Amis de la Convention dont fait partie la Nouvelle-Zélande. Comme l'a dit notre président danois, le Groupe des onze est prêt à faire son possible pour aider à parvenir à une acceptation universelle qui, selon le Groupe, ne peut être que le résultat d'un véritable dialogue entre toutes les parties intéressées. Il a déclaré que le Groupe des Onze s'engageait à contribuer à toute initiative susceptible d'aboutir à l'acceptation universelle de la Convention.

Nous sommes heureux de constater que ces mêmes idées sont reflétées dans le projet de résolution dont nous sommes saisis actuellement. La rédaction du paragraphe 7 du préambule et du paragraphe 3 du dispositif représente un consensus qui a été difficile à obtenir mais qui néanmoins indique tout à fait clairement que les membres de la Commission préparatoire sont prêts à envisager les moyens qui permettraient d'arriver à l'acceptation universelle de la Convention. La Nouvelle-Zélande nourrit le ferme espoir que ce signal suscitera une réaction positive de la part des Etats intéressés, particulièrement ceux qui n'ont pas participé jusqu'ici aux travaux de la Commission préparatoire. Nous regrettons que

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

cela ne semble pas possible cette année. La Nouvelle-Zélande pense que le Secrétaire général pourrait jouer un rôle utile en cherchant à faciliter le dialogue dans une instance appropriée.

L'Assemblée générale, dans sa résolution 43/18, a demandé l'an dernier au Secrétaire général de préparer un rapport spécial sur les derniers événements relatifs à la protection et à la préservation du milieu marin, dans l'optique des dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Ce rapport, qui constitue un document détaillé et qui nous amène à réfléchir, nous a été dûment présenté par le Secrétaire général. Il est très clair que la communauté internationale doit fermement concentrer son attention sur le besoin de traiter des problèmes tels que les dommages causés aux milieux marins par des sources terrestres de pollution et par le déversement de déchets en mer. Le Secrétaire général définit les domaines éventuels d'action future, et ses recommandations à cet égard méritent une étude attentive pour que l'on puisse, comme nous l'espérons, passer rapidement à l'action.

Dans son rapport, le Secrétaire général a également concentré son attention sur l'état actuel des ressources biologiques marines, et en particulier sur les effets des activités de la pêche sur la conservation des stocks commerciaux de poisson. Il a constaté que :

"Au cours de la dernière décennie, la production halieutique mondiale a continué d'augmenter, mais, en raison d'une surexploitation des stocks de poisson combinée à des fluctuations de stocks dues à des causes naturelles, certaines pêcheries ont décliné, tandis que d'autres sont victimes d'une plus grande irrégularité." (A/44/461, p. 29, par. 111).

Il a noté que le recours plus fréquent à ce qu'il appelle des "méthodes de pêche non sélective" a eu un effet considérable et que, allié à d'autres facteurs, il a créé "de plus en plus de problèmes de gestion des stocks et de protection de l'environnement, surtout en haute mer" ce qui est, dit-il, "une source d'inquiétude croissante pour un certain nombre d'Etats côtiers".

La Nouvelle-Zélande est l'un de ces Etats côtiers intéressés. Au cours des 12 derniers mois, nous avons été témoins d'une augmentation importante et inquiétante de recours à des méthodes de pêche non sélective dans le Pacifique Sud. Des flottes de bateaux de pêche étrangers se sont livrées, en

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

nombres toujours croissants, à des opérations de pêche en terrain pélagique au moyen de filets de dérive dirigés contre le thon albacore. Ces filets sont des filets individuels qui, lorsqu'ils sont attachés les uns aux autres, ce qui est une pratique fréquente, peuvent former un rideau de plus de 50 kilomètres. Ces filets peuvent attraper les espèces visées au-delà des limites qui n'en menaceraient pas la préservation. D'autre part, on a constaté aussi qu'ils pouvaient prendre involontairement d'autres espèces de poissons, de même que des mammifères marins, des tortues de mer et des oiseaux aquatiques. Ce sont ces filets que mon premier ministre a qualifiés en les condamnant de "murs de la mer" lorsqu'il s'est adressé à l'Assemblée générale au début du mois dernier.

L'inquiétude profonde de la Nouvelle-Zélande et des autres pays du Pacifique Sud a abouti, en juillet de cette année, à l'adoption de la Déclaration de Tarawa par le Forum du Pacifique Sud. Cette déclaration, à laquelle le Secrétaire général a fait allusion dans son rapport, demande que l'on interdise la pêche au filet dérivant dans le Pacifique Sud. Dans une semaine exactement, une conférence se tiendra dans la capitale de la Nouvelle-Zélande, Wellington, pour élaborer une convention qui interdira l'utilisation des filets dérivants dans les zones économiques exclusives de ces parties et par leurs ressortissants. Cette conférence examinera également la question d'un régime de gestion pour le thon albacore du Pacifique Sud, espèce dont la conservation même a été mise en danger par l'utilisation des filets dérivants dans la région du Pacifique Sud.

Toutefois, l'inquiétude de la communauté internationale en ce qui concerne cette question est très répandue et ne se limite pas seulement aux pays du Pacifique Sud. Il y a un mois précisément, les 49 membres du Commonwealth réunis en Malaisie publiaient la Déclaration de Langkawi sur l'environnement, qui engageait les membres du Commonwealth à "s'employer à interdire la pêche au moyen de filets entremêlés ainsi que la pêche en terrain pélagique au moyen de filets en dérive".

Ici aux Nations Unies, un projet de résolution dont la délégation de la Nouvelle-Zélande s'est portée coauteur, fait actuellement l'objet de l'examen de la Deuxième Commission. On y demande, entre autres, l'interdiction immédiate de la pratique à grande échelle de la pêche au moyen de filets de dérive dans la région du Pacifique Sud afin d'en prévenir les effets grandement nuisibles, et peut-être irréversibles, sur les pêcheries du Pacifique Sud. Cette mesure appellera, par la suite, la mise au point d'arrangements globaux appropriés pour les pêcheries et de programmes de gestion de ces ressources.

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

Etant donné ces préoccupations, nous nous félicitons que, sur la demande de la délégation de la Nouvelle-Zélande et grâce au soutien actif de l'Australie et quelques autres pays, il soit demandé au paragraphe 18 du dispositif du projet de résolution dont nous sommes aujourd'hui saisis

"de prévenir l'emploi de méthodes et pratiques de pêche qui risquent de nuire à la conservation et à la gestion des ressources biologiques du milieu marin".

La Nouvelle-Zélande espère que les nations qui utilisent effectivement de grands filets dérivants pélagiques dans le Pacifique Sud répondront à l'appel de l'Assemblée générale, qui se fait l'écho des déclarations antérieures de Tarawa et de Langkawi, et cesseront immédiatement d'employer ces filets.

Le rapport du Secrétaire général sur l'environnement marin est un exemple du travail excellent qu'il a accompli dans ce domaine avec l'aide de son représentant spécial pour le droit de la mer, M. Nandan, et du Bureau des affaires océaniques et du droit de la mer. La Nouvelle-Zélande tient à rendre un hommage particulier à M. Nandan et à son personnel pour la façon dont ils se sont acquittés de leurs responsabilités en collaborant avec la Commission préparatoire à l'élaboration de divers rapports et en aidant davantage à développer la pratique des Etats d'une façon qui soit conforme aux dispositions de la Convention sur le droit de la mer. En effet, ce n'est qu'en lisant attentivement le rapport annuel du Secrétaire général sur le droit de la mer que l'on peut se rendre compte du large éventail d'activités menées par le bureau du Secrétaire général adjoint Nandan. Nous voudrions en particulier exprimer notre reconnaissance au Bureau des affaires océaniques et du droit de la mer pour l'aide précieuse qu'il a apportée à diverses organisations du Pacifique Sud, y compris au Comité pour la coordination de la prospection conjointe de ressources minérales dans le Pacifique Sud, et à l'Université du Pacifique Sud.

M. LUKABU KHABOUJI (Zaïre) : A l'occasion de l'examen du projet de résolution A/44/L.42 sur le droit de la mer, ma délégation voudrait exprimer devant cette auguste Assemblée ses vues sur la question.

De prime abord, la délégation du Zaïre souhaite réaffirmer sa confiance et renouveler ses encouragements au Président de la Commission préparatoire de l'autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (PREPCOM) pour sa compétence, son savoir-faire et son abnégation dans la

M. Lukabu Khabouji (Zaïre)

direction des travaux de la PREPCOM dont les résultats commencent à se faire palpables. En effet, l'adoption du projet de principes, politiques, directives et procédures pour un programme de formation est un de ces résultats tangibles.

Le Zaïre rappelle et réaffirme le mandat conféré à la Commission préparatoire dans l'esprit et la lettre de la résolution I portant création de ladite Commission et de ce fait, reste convaincu que la PREPCOM est le seul cadre légal dans lequel toutes les questions portant sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer doivent être discutées en vue de la mise en oeuvre des dispositions librement négociées de ce monument de codification.

Pour revenir au projet de résolution en discussion, au nom de la délégation zaïroise, je voudrais indiquer que le texte tel qu'il apparaît ne répond pas à notre attente.

En effet, le Zaïre aurait souhaité que le troisième alinéa du préambule qui réaffirme le caractère unitaire de la Convention sur le droit de la mer soit le même que celui de la résolution 43/18 du 1er novembre 1988. Il aurait souhaité en outre que le septième alinéa du préambule soit formulé autrement. Il en est de même de bien d'autres dispositions qui ne nous satisfont pas.

Mais, je m'empresse d'ajouter que le texte du projet de résolution dont nous sommes saisis est un texte de compromis qui a été longuement négocié et que nous acceptons pour la cause. La délégation du Zaïre souligne que ce texte de compromis que nous avons, par esprit d'ouverture, adopté sous forme de message ou de signal attend de la part de tous les signataires de la Convention comme de l'Acte final une réponse positive. Nous restons convaincus que tous ceux qui croient encore dans le triomphe du droit réagiront de façon à se joindre à l'ensemble de la communauté internationale afin de permettre à la PREPCOM de compter sur leur participation à ses travaux.

La Convention sur le droit de la mer, oeuvre monumentale de codification, contient des mécanismes que ses rédacteurs ont mis sur pied afin de répondre à toute préoccupation qu'une partie quelconque peut exprimer. Ces mécanismes sont, entre autres, contenus dans l'article 312 qui prévoit l'amendement de la Convention; les articles 154 et 155 qui parlent de l'examen périodique et de la conférence de révision de la Partie XI de la Convention.

M. Lukabu Khabouji (Zaïre)

Le Zaïre qui a ratifié la Convention en appelle au plus grand nombre d'Etats à suivre son exemple afin de permettre aux mécanismes prévus dans la Convention d'être mis en oeuvre le plus rapidement possible.

Le message que nous envoyons est suffisamment clair et démontre notre volonté d'assurer l'universalité de la Convention et d'éviter que certaines délégations éprouvent des ressentiments.

Ma délégation, malgré la réaction ce matin d'une des délégations que nous aurions voulu voir se joindre à nous, votera pour le projet de résolution qui nous est soumis, tout en espérant que l'appel qu'il contient sera perçu de manière positive par tous ceux qui ont encore quelques réticences vis-à-vis de la Convention sur le droit de la mer.

Mme PELLICER (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : Je tiens tout d'abord à féliciter le Secrétariat pour les deux rapports qui ont été préparés par le Bureau des affaires océaniques et du droit de la mer. Ces deux documents, qui ont été reçus en temps opportun, font aujourd'hui l'objet d'une étude et servent de référence aux pays qui veulent trouver des solutions aux questions marines.

Le rapport concernant l'effet nouveau relatif à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer est le sixième rapport de ce type présenté à l'Assemblée générale. Ce travail sérieux et excellent mérite nos félicitations.

Mme Pellicer (Mexique)

D'autre part, les critères, les informations et la systématisation des matériaux figurant dans le rapport présenté sur la protection et la préservation du milieu marin sont d'une grande valeur. Le rapport est d'autant plus utile que la mer et son milieu sont envisagés d'après des critères d'universalité. Ma délégation espère que les Etats s'inspireront des recommandations et observations contenues dans ce rapport pour arrêter leur conduite vis-à-vis de la mer, de ses ressources et de son milieu.

Lorsque, en 1982, on a signé la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer à l'issue de négociations laborieuses, patientes et ardues, on s'était assuré qu'en acceptant des institutions nouvelles, en retenant, aux fins d'application, des territoires géographiques qui, jusqu'alors, n'avaient jamais été réglementés, en établissant des concepts juridiques pour promouvoir une meilleure coexistence internationale, on créait en même temps un équilibre prudent dans l'ensemble des dispositions. Tout cela est bien connu de toutes les délégations, et on l'a répété depuis que la Convention a été ouverte à la signature. Ce fut l'un des principes qui ont guidé les négociations, et le résultat d'une véritable coopération internationale.

Chercher à rompre l'équilibre auquel on est parvenu en s'écartant des normes prévues revient, de l'avis de ma délégation, à faire marche arrière. Cela revient à rompre l'unité et à priver d'autres Etats de possibilités ou de droits. La force de la Convention réside dans son équilibre, qui englobe des intérêts juridiques, économiques et politiques. Préserver cet équilibre en le conciliant avec l'universalité souhaitée de la Convention, tel est le plus grand défi que nous devons relever.

Plus des deux tiers des 60 instruments de ratification ou d'adhésion nécessaires pour que la Convention puisse entrer en vigueur ont déjà été déposés. Mais, même si cette convention n'est pas encore entrée en vigueur, un élément révélateur s'est fait jour : l'impact des dispositions de la Convention - le nouveau courant vivifiant de sa réglementation - a inspiré les législations particulières de beaucoup d'Etats ou leur a servi de modèle.

Si l'on parle de 60 instruments de ratification ou d'accession, c'est parce qu'il s'agit d'une exigence immédiate aux termes de la Convention; mais il serait juste de penser que les efforts déployés par tous ceux qui ont permis à la Convention de voir le jour encourageront la participation aux résultats ainsi obtenus.

Mme Pellicer (Mexique)

Si nous parlons, d'autre part, de la Commission préparatoire, nous voyons, à la lecture des rapports, qu'il reste encore beaucoup à faire, et nous espérons que les difficultés qui se sont fait jour pourront être résolues au cours de la prochaine session.

Ma délégation ne pense pas qu'il soit nécessaire de se prononcer ici sur les questions particulières ou spécifiques en cours d'étude. La Commission préparatoire pourra adopter les décisions pertinentes. Ma délégation tient seulement à souligner, une fois de plus, l'importance de la question qui nous occupe. Nous sommes persuadés que la Convention concrétise l'espoir de tous les pays, et c'est pour cela qu'elle préoccupe tout particulièrement ma délégation.

M. NAGAI (Japon) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation tient à exprimer ses remerciements au Secrétaire général et à M. Satya Nandan, son Représentant spécial pour le droit de la mer, pour le travail préparatoire dont ils se sont acquittés. Nos remerciements s'adressent également à M. Jose Luis Jesus, du Cap-Vert, Président de la Commission préparatoire, pour la façon remarquable dont il a dirigé les négociations officieuses concernant le projet de résolution présenté au titre du point 30 de l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale.

Le caractère universel de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer continue d'être un objectif important de nos efforts pour assurer son application effective. En effet, sans une participation universelle, la Convention ne pourra pas entrer réellement en vigueur.

A la fin de la session d'été de la Commission préparatoire, M. Ruggiero, représentant de l'Italie, a dit, au nom du Groupe des Six, dont le Japon est membre, qu'il fallait que tous les Etats conviennent d'ouvrir un dialogue sans conditions préalables et dans un contexte approprié.

A ce propos, le Groupe des Six s'est félicité de la déclaration faite ce même jour, au nom du Groupe des 77, par M. Kapumpa, représentant de la Zambie, dans laquelle il a fait allusion à un tel dialogue.

Aujourd'hui, en cette séance plénière de l'Assemblée générale, ma délégation voudrait confirmer son appui à cette position et dire qu'elle se félicite de voir ces notions reprises dans le projet de résolution A/44/L.42 relatif au point intitulé "Droit de la mer". De l'avis de ma délégation, même si les dispositions de l'alinéa 7 du préambule et du paragraphe 3 du dispositif de ce texte auraient pu être plus explicites, elles traduisent néanmoins la volonté de consolider

M. Nagai (Japon)

l'atmosphère propice au dialogue engendrée par les déclarations prononcées le 1er septembre à la Commission préparatoire, en vue de garantir l'universalité de la Convention.

A présent qu'un consensus s'est dégagé en faveur du dialogue, les Etats intéressés devraient s'efforcer d'entamer ce dialogue dès que possible. Ma délégation tient à dire, une fois de plus, que ce dialogue devrait s'ouvrir sans aucune condition préalable et se dérouler dans un contexte propice à la réalisation de ses objectifs.

Dans le cadre des efforts que nous déployons pour assurer l'acceptation universelle de la Convention, ma délégation se féliciterait vivement de la coopération de tous les Etats intéressés ainsi que de l'assistance du Secrétaire général. Nous pensons que l'initiative du Secrétaire général pourrait efficacement promouvoir ces efforts. Ma délégation, quant à elle, est disposée à y apporter sa contribution dans toute la mesure du possible.

Mme SANCHEZ LEON (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer est entrée dans une période délicate à l'issue de la septième session de la Commission préparatoire. D'une part, il s'agit de parvenir à un accord avec les investisseurs pionniers sur le respect des obligations qui leur incombent, et on se heurte ici, en général, à leur inflexibilité, ce qui empêche de parvenir à un accord qui réponde non seulement à leurs intérêts mais également à ceux de l'Autorité internationale, dont l'Entreprise doit assurer le fonctionnement efficace dès le début de l'exploitation des fonds marins. D'autre part, on se rapproche de l'entrée en vigueur de la Convention, car le Secrétariat estime qu'on devrait obtenir les 60 ratifications nécessaires dans une période de trois ans environ étant donné que 42 instruments de ratification ont déjà été déposés.

S'agissant du premier aspect de la question, il importe de parvenir à un accord avec les investisseurs pionniers étant donné que ceux-ci, dont trois sont des Etats hautement développés, ont montré qu'ils acceptent, en principe, la Convention puisqu'ils y ont souscrit. Mais ils n'ont pas fait preuve de la même compréhension en ce qui concerne la nécessité de garantir l'entrée en fonctions de l'Entreprise de l'Autorité, ce qu'ils pourraient faire en acceptant de verser une redevance annuelle de 1 million de dollars depuis la date de leur inscription - encore qu'elle ne deviendrait effective qu'au début de l'exploitation - en échange de l'exploration gratuite du premier site qui revient à l'Entreprise au cours des étapes nécessaires au démarrage de ses travaux.

Mme Sánchez León (Cuba)

Toutefois, dans l'ensemble, les investisseurs pionniers n'acceptent - en échange de l'élimination de la redevance de 1 million de dollars - que de procéder gratuitement à la première phase de l'exploration de la zone initiale de l'Entreprise. Mais le Groupe d'experts a prouvé, sur le plan technique, que deux phases d'exploration s'imposaient, et que la seconde serait la plus coûteuse et la plus importante si l'on veut que l'Entreprise se trouve en mesure de commencer l'exploitation de la zone de l'Autorité. L'attitude intransigeante de l'ensemble des investisseurs pionniers rend plus difficile encore la possibilité de parvenir à un accord.

Si on parvenait à cet accord, on pourrait éliminer un obstacle fondamental à la ratification de la Convention, que, comme nous l'avons dit précédemment, les investisseurs pionniers semblent prêts à accepter en principe. Cela est important, parce que l'on pourrait ainsi écarter une perspective inquiétante pour nous, à savoir la situation qui semble se profiler alors que l'on progresse vers la réalisation des 60 ratifications requises, car, à ce jour, tous les pays qui ont ratifié la Convention sont des pays en développement, à l'exception de l'Islande.

Face à cette situation, l'Autorité semble très en faveur de la modification de la partie XI de la Convention, en particulier, la partie qui suscite des objections de la part des pays développés. Mais, il s'agit là précisément de la partie de la Convention la plus importante sur le plan politique; il faudra donc faire preuve d'une très grande prudence dans le choix des changements que l'on se propose d'y introduire. A cet égard, Cuba souscrit à l'opinion exprimée, durant la dernière séance de la session de la Commission préparatoire qui s'est achevée récemment, au nom du Secrétaire général du Comité consultatif juridique afro-asiatique, par le représentant de ce comité. Il a dit que les pays en développement avaient leurs propres raisons pour être fondés à s'opposer à tout amendement prématuré.

Notre délégation souscrit à l'objectif idéal d'une convention universelle, mais nous ne sommes pas prêts pour autant à sacrifier les dispositions essentielles de la partie XI; nous voulons plutôt accroître les avantages que comporte la Convention pour les intérêts fondamentaux de tous les pays et de tous les peuples. La Convention non seulement préconise l'exploitation des immenses richesses minérales des fonds marins, elle tient aussi compte des intérêts des pays les moins favorisés par la création de l'Entreprise de l'Autorité, ainsi que de la nécessité

Mme Sánchez León (Cuba)

de protéger les pays en développement producteurs de ces mêmes minéraux qui seront extraits des fonds marins sans empêcher les Etats plus développés d'exploiter ces minéraux.

C'est pour toutes ces raisons que Cuba voudrait lancer à nouveau un appel pressant en faveur de la ratification de la Convention, particulièrement aux pays en développement qui ne l'ont pas encore fait, puis aux investisseurs pionniers qui seront les premiers à bénéficier de l'exploitation des grandes richesses des fonds marins. Notre appel s'adresse également à tous les pays qui souhaitent voir un régime international réglementer les activités économiques menées sur le fond des mers dans les zones internationales, et, en premier lieu, aux "Amis de la Convention", qui, nous l'espérons, feront honneur au nom qu'ils ont adopté en contribuant par leur ratification à l'entrée en vigueur de la Convention dès que possible.

M. BLANC (France) : La Communauté européenne et ses 12 Etats membres s'expriment aujourd'hui pour la première fois d'une même voix devant l'Assemblée générale sur le point de son ordre du jour consacré au droit de la mer. Cela prouve l'importance qu'ils attachent à ce sujet. C'est pour ma délégation un honneur d'être leur porte-parole.

Le Secrétaire général soumet cette année à l'Assemblée deux rapports au titre du point 30, l'un consacré, c'est également une première, à la protection et à la préservation du milieu marin, l'autre au droit de la mer en général.

La protection et la préservation du milieu marin est, aux yeux des Etats membres de la Communauté européenne, primordial puisque les espaces marins représentent près de 70 % de la superficie de notre planète. Nous nous félicitons que le Secrétariat ait pu nous fournir, dans son rapport, une vue d'ensemble de cette question.

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer constitue une sorte de "convention cadre" à laquelle peuvent se référer les différentes actions menées au niveau mondial, régional ou national. A ce titre, nous souscrivons à l'énoncé des domaines d'action future énumérés dans le rapport du Secrétaire général. Le rapport indique parfaitement bien la voie qui permettra à la solidarité internationale de faire face aux défis auxquels notre planète se trouve aujourd'hui confrontée.

M. Blanc (France)

Nous avons pris connaissance avec intérêt du rapport annuel du Secrétaire général sur le droit de la mer, et notamment de la partie consacrée aux récents développements de ce droit.

Ce rapport montre, nous le notons avec satisfaction, que le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer a su saisir la globalité du nouveau droit dans ce domaine et étendre ses activités à de nouveaux secteurs des affaires maritimes.

De fait, les trois domaines d'action du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer nous semblent également importants.

En premier lieu, en faisant connaître les législations et les réglementations nationales, le Bureau des affaires maritimes facilite leur harmonisation. Nous portons, à ce sujet, un intérêt tout particulier aux publications portant sur la pratique des Etats et au bulletin périodique. Nous souhaitons que ce bulletin continue à être publié régulièrement et dans toutes les langues de travail du Secrétariat.

En deuxième lieu, le Bureau des affaires maritimes poursuit, grâce aux réunions des groupes d'experts, des recherches dans des domaines particulièrement utiles. Nous mentionnerons surtout la réunion cette année du groupe d'experts sur le régime juridique de la recherche scientifique en mer, sujet qui retient particulièrement l'intérêt des Etats membres de la Communauté européenne. Nous souhaitons que cette réunion d'experts et le document que le Secrétariat préparera à la suite de ces travaux puissent aider à rendre les pratiques nationales dans le domaine de la recherche scientifique maritime compatibles avec les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Aussi souhaitons-nous que cette activité du Secrétariat se poursuive sur d'autres sujets présentant le même degré d'intérêt.

En troisième lieu, l'assistance que le Bureau apporte aux pays en voie de développement, soit en aidant directement les gouvernements à mettre en oeuvre leur politique maritime, soit en donnant son appui à des initiatives régionales, recueille également notre soutien.

Qu'il nous soit donc permis de féliciter le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, M. Satya Nandan, pour la direction éclairée de son bureau et remercier l'ensemble de ses collaborateurs pour leur action efficace. Nous souhaitons que celle-ci se poursuive et, dans la mesure où les contraintes financières le permettent, qu'elle puisse s'étendre.

M. Blanc (France)

Les Etats membres de la Communauté européenne ont noté avec une grande satisfaction que la session d'été de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer a été l'occasion pour de nombreux Etats de reconnaître la nécessité de parvenir à une convention des Nations Unies sur le droit de la mer universellement acceptable.

Nous sommes en effet convaincus de l'importance et de la valeur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, adoptée en 1982, qui a grandement contribué à maintenir un ordre juridique sur les mers et les océans. Cette importance ne pourra qu'être accrue par une acceptation universelle et une entrée en vigueur de la Convention, qui soient soutenues par tous les Etats.*

* Le Président assume la présidence.

M. Blanc (France)

Nous estimons qu'il convient que des efforts particuliers soient entrepris afin de parvenir à son universalité. Celle-ci aura en effet pour résultat de renforcer la coopération entre les Etats et d'assurer l'uniformisation de leurs pratiques dans un domaine aussi important pour notre avenir commun.

Afin de parvenir à l'acceptation universelle de la Convention et de trouver la réponse aux insuffisances qu'elle comporte en ce qui concerne le régime des fonds marins qui doivent être exploités pour le bénéfice de l'humanité, régime traité dans la partie XI de la Convention, il paraît essentiel, aux yeux des Etats membres de la Communauté européenne qu'un nouveau dialogue s'instaure. Ce dialogue a fait défaut depuis de trop longues années. Le moment est venu pour qu'il s'ouvre, sans a priori.

Nous faisons à cette fin appel à toutes les bonnes volontés, y compris dans la mesure du possible aux bons offices du Secrétaire général des Nations Unies, afin qu'une solution indispensable et satisfaisante soit trouvée pour amorcer ce dialogue.

M. PERRI (Brésil) (interprétation de l'anglais) : Depuis que l'Assemblée générale a examiné le point consacré au droit de la mer, en novembre 1988, sept Etats, dont le Brésil, ont déposé leurs instruments de ratification de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, portant ainsi à 42 le nombre total d'instruments déposés - il n'en manque donc plus que 18 pour atteindre le nombre de 60 requis pour l'entrée en vigueur de la Convention. La tendance récente enregistrée dans le nombre de ratifications semble indiquer que dans un délai assez rapproché le régime juridique complet créé par la Convention régissant les utilisations des océans pourrait entrer en vigueur.

L'importance de cet événement pour le droit international sera considérable car, ainsi que nous le savons tous, la Convention et les résolutions connexes adoptées à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer représentent le seul régime juridique réglementant les problèmes étroitement liés de l'espace marin.

En procédant aux préparatifs nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention et au fonctionnement des organes qui y sont prévus, la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer s'est acquittée activement de son mandat. Elle a

M. Perri (Brésil)

accompli des progrès réels dans l'élaboration des règlements de procédure pour les organes créés par la Convention - ainsi que des règlements permettant l'application du régime créé par la Convention. Elle a également exercé les pouvoirs et fonctions qui lui avaient été assignés par la résolution II de la troisième Conférence sur le droit de la mer.

Si l'on n'a pas pu faire davantage jusqu'à présent dans tous les domaines de compétence de la Commission préparatoire, cela est dû exclusivement à l'attitude manifestée par certains Etats et groupes d'Etats qui contreviennent aux obligations qu'ils ont assumées du fait de leur adhésion à la Convention ou de leur inscription en tant qu'investisseurs pionniers, ou des deux. Ceux qui ont signé cet important instrument international sont dans l'obligation d'agir conformément à ses dispositions, à son objectif et à son but et non pas à l'encontre de ceux-ci. Ceux qui non seulement ont signé la Convention, mais qui sont maintenant inscrits en tant qu'investisseurs pionniers et ne jouissent ainsi que des avantages du régime applicable à l'exploration et à l'exploitation des fonds marins sont censés respecter rigoureusement et mettre en oeuvre les obligations qu'ils ont assumées en tant que partie intégrante de leur enregistrement.

Je tiens à remercier le Secrétaire général de nous avoir présenté des rapports très complets sur le droit de la mer et sur l'état de l'environnement marin. Le dernier rapport qui est présenté à un moment particulièrement opportun s'efforce d'attaquer la question complexe de l'environnement mondial et de trouver les moyens de renforcer notre coopération pour le protéger. Je tiens à cet égard à souligner que le Gouvernement brésilien souscrit à l'opinion exprimée par le Secrétaire général au paragraphe 136 de son rapport sur l'état du milieu marin, à savoir que l'adhésion à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer est

"la mesure la plus importante que les nations peuvent prendre au départ dans l'intérêt du système qui soutient la vie menacée dans les océans."

(A/44/461, par. 136)

Compte tenu de l'inquiétude éprouvée par la communauté internationale devant l'état de l'environnement global et l'influence importante des océans sur cet environnement, nous encourageons tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait, et notamment ceux qui au cours de ce débat ont fait état de leur préoccupation face à l'état actuel du milieu marin, à écouter les conseils du Secrétaire général et à ratifier la Convention ou à y adhérer.

M. Perri (Brésil)

Alors que s'approche l'entrée en vigueur de la Convention, nous devons songer à l'importance qu'aura la participation du plus grand nombre possible d'Etats au régime qu'elle établit. Une participation universelle à la Convention est éminemment souhaitable.

Pour sa part, le Brésil se félicite des déclarations faites dans ce sens comme celle prononcée à l'issue de la séance d'été de la Commission préparatoire par le Président du Groupe des 77, M. Numba Kabumba, de la Zambie.

Pour bien montrer sa bonne volonté, le Brésil a accepté de la traduire dans le projet de résolution de cette année, A/44/L.42, en insérant un nouvel alinéa 7 au préambule et un nouveau paragraphe 3 au dispositif, et en modifiant la rédaction du troisième alinéa du préambule et du paragraphe 5 du dispositif. Par rapport à la résolution de l'année dernière sur le même sujet - résolution 43/18 -, le projet de cette année comporte ce qui est à notre avis une expression importante de bonne volonté à l'intention d'Etats - la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis - qui estiment rencontrer certaines difficultés dans le régime de la Convention.

Après avoir mûrement réfléchi à l'importance de toute mesure que pourrait prendre l'Assemblée générale pour faciliter la participation d'un nombre aussi élevé que possible à la Convention, et dans le but de faire passer un message positif à cet égard, nous avons souscrit aux demandes de ces Etats et d'autres Etats, et avons accepté de modifier considérablement le libellé des paragraphes que j'ai mentionnés.

Comme nous l'avons indiqué lors des consultations officieuses sur le projet de résolution, ce message a été envoyé étant entendu qu'il susciterait une réaction également claire et positive de la part de ces Etats, qui se traduirait par un changement dans le vote qu'ils ont exprimé pendant des années sur les résolutions antérieures. La déclaration faite ce matin par le Représentant permanent des Etats-Unis a cependant causé un sentiment de frustration et de déception pour ma délégation. Nous nous estimons frustrés parce que le geste que nous nous sommes efforcés de faire n'a pas suscité de réaction positive des Etats-Unis. Nous sommes déçus car, en dépit de déclarations pourtant moins négatives que celles entendues au cours de débats précédents sur la question, nous n'avons pas trouvé l'attitude constructive que nous escomptions de la part de certains pays développés à l'égard de la participation universelle à la Convention.

M. Perri (Brésil)

Bien au contraire, nous continuons à entendre des réserves de plus en plus directes - expresses ou non - sur la partie XI de la Convention, comme si cette partie de l'instrument pouvait encore faire l'objet de discussions.

M. Perri (Brésil)

Ces Etats, en particulier ceux qui ont en fait signé la Convention, savent parfaitement bien que, juridiquement parlant, ce n'est pas le cas. En tant qu'un des 42 Etats qui ont jusqu'ici ratifié cet instrument international, nous trouvons de telles insinuations particulièrement graves. Ainsi que nous l'avons déclaré précédemment, une participation universelle à la Convention doit être recherchée dans le contexte de la Convention elle-même et dans le cadre juridique fourni par la Commission préparatoire. En fait, à notre avis, une participation universelle au travail de la Commission préparatoire est la première chose à rechercher, si nous voulons progressivement assurer une participation universelle à la Convention elle-même.

Enfin, laissez-moi souligner que nous aurions préféré remettre à plus tard une décision sur le projet de résolution, en raison des considérations que nous venons d'énumérer. Notre acceptation d'un libellé plus faible du troisième alinéa du préambule et du paragraphe 5 du dispositif, ainsi que de ce qui est dit au septième alinéa du préambule et au paragraphe 3 du dispositif, a été considéré possible, dans le cadre du contexte, décrit ci-dessus, de changements à la fois d'attitude et de vote. De toute façon, le vote du Brésil en faveur du projet de résolution n'altère en aucune façon sa détermination de continuer à soutenir la Convention et les résolutions y relatives adoptées en même temps et à s'opposer résolument à toute tentative de les saper ou d'aller à l'encontre de leur but et de leur objet.

M. SOBOLEV (République socialiste soviétique de Biélorussie)

(interprétation du russe) : L'examen du dernier rapport annuel du Secrétaire général sur l'état de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et autres faits nouveaux survenus récemment dans le domaine a eu lieu à un moment où le monde entier devient de plus en plus conscient de son interdépendance et de la nécessité de renforcer la primauté du droit dans les relations internationales, en vue de créer un système global de sécurité.

De l'avis de la délégation de la Biélorussie, nous en avons eu un témoignage éloquent dans le soutien universel accordé à la résolution de l'Assemblée générale intitulée "Décennie des Nations Unies pour le droit international", adoptée à l'initiative des membres du Mouvement non aligné. Cette résolution souligne la nécessité de renforcer la primauté du droit dans les relations internationales et demande à tous les Etats d'oeuvrer en vue de réaliser un équilibre des intérêts et de chercher à résoudre les divergences entre Etats sur la base de principes et de normes juridiques internationaux. Elle relève l'importance du développement progressif du droit international et de sa codification.

M. Sobolev (RSS de Biélorussie)

Dans cette optique, le rôle de la Convention sur le droit de mer devient de plus en plus significatif, en ce sens qu'il codifie et développe les normes du droit de la mer contemporain et régit l'utilisation de toutes les mers et océans et de leurs ressources.

La délégation de la Biélorussie accorde également une grande importance à la partie XII de la Convention et à ses autres articles consacrés à la protection et à la préservation du milieu marin. Nous croyons que les dispositions de la Convention à ce sujet présentent des possibilités considérables et que, sur cette base, il sera possible d'établir un ensemble de règles pour l'utilisation des océans dans le monde entier.

La dégradation de la situation écologique dans le monde ne peut manquer d'alarmer tous les pays, indépendamment de leur taille et de leur position géographique. Etant donné que la sécurité écologique ne peut être divisée en sécurité terrestre et sécurité marine, la question des moyens de préservation et de protection du milieu marin, où se forment les processus climatiques planétaires, affecte les intérêts vitaux de tous les Etats, qu'ils soient côtiers ou continentaux.

A cet égard, nous avons pris connaissance avec intérêt du rapport spécial du Secrétaire général sur les faits nouveaux relatifs à la protection et à la préservation du milieu marin, dans le contexte des dispositions de la Convention. A notre avis, ce document apporte une importante contribution à l'établissement d'une stratégie d'ensemble dans la lutte pour la sécurité écologique et devrait être utilisé au cours des travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

C'est maintenant un fait universellement reconnu qu'une réglementation de l'utilisation des ressources biologiques et minérales des océans marins dans le monde, au bénéfice de l'humanité tout entière, ne peut être élaborée que si la Convention a un caractère universel et si l'on arrive à des accords reflétant l'équilibre des intérêts entre Etats et tenant compte des réalités économiques actuelles, qui diffèrent considérablement des pronostics économiques faits au moment de l'adoption de la Convention.

Il nous semble qu'un rôle extrêmement important revient à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, aux travaux de laquelle notre République participe. A notre avis, l'expérience de la Commission préparatoire lui a permis

M. Sobolev (RSS de Biélorussie)

de trouver des solutions de compromis à ce problème également. La note sur laquelle se sont terminés les travaux de la session de la Commission à New York, l'été dernier, engendre également un certain optimisme.

La RSS de Biélorussie se félicite également de la volonté exprimée par tous les groupes d'Etats à cette session de la Commission préparatoire de prendre part à un dialogue en vue de donner à la Convention un caractère universel. Grâce à l'esprit de compréhension et de coopération mutuelles et aux efforts de toutes les parties intéressées au sein de la Commission, sous la direction de son président, l'Ambassadeur Jesus, il s'est avéré possible cette année de faire quelques progrès vers la réalisation des tâches qui lui avaient été confiées.

La volonté de rechercher des solutions universellement acceptables a été démontrée une fois de plus au cours des consultations qui ont abouti à un projet de résolution sur le sujet en discussion. La délégation de la Biélorussie appuie les dispositions de ce projet, dont elle est d'ailleurs un des coauteurs.

Notre position repose sur la priorité absolue que nous accordons aux valeurs universelles et sur la nécessité qu'il y a à établir la primauté du droit dans les relations internationales. C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les Etats pour qu'ils appuient le projet de résolution qui crée les conditions nécessaires à tout progrès vers l'adoption de solutions universellement acceptables et fournit la base à une participation universelle à la Convention et au développement de la coopération internationale dans le cadre d'un régime juridique d'ensemble établi par la Convention.

M. BERRY (Australie) (interprétation de l'anglais) : La délégation australienne se félicite du rapport du Secrétaire général sur le droit de la mer. Nous accordons une grande valeur au rapport annuel du Secrétariat qui traite de manière approfondie de l'ensemble des développements internationaux dans toute une série de domaines en relations mutuelles. Le rapport est un rappel utile de la variété des sujets et du volume considérable des activités internationales du ressort de la Convention sur le droit de la mer.

Pour ce qui concerne l'Australie, ma délégation souhaite faire remarquer que le Gouvernement australien poursuit son réexamen d'ensemble des incidences juridiques de la Convention. Au cours de l'année écoulée, les autorités australiennes ont revu les directives administratives données aux pays étrangers et proposant d'entreprendre des recherches scientifiques marines près de la côte

M. Berry (Australie)

australienne. Le réexamen avait pour but d'harmoniser plus complètement les directives existantes avec les dispositions de la Convention.

La délégation australienne salue aussi avec satisfaction le rapport spécial du Secrétaire général sur le milieu marin. Ce rapport présente un examen d'ensemble opportun du régime du droit de l'environnement en ce qui concerne l'utilisation des océans. Il attire l'attention sur le rôle que la partie XII de la Convention a joué et continuera de jouer dans l'évolution des nouvelles normes juridiques pour la protection et la préservation de l'environnement, et souligne les domaines d'activités possibles à l'avenir pour la communauté internationale.

M. Berry (Australie)

Le rapport du Secrétaire général sur le droit de la mer traite de questions concernant la pêche et du problème croissant de la gestion des pêches sur le plan mondial, surtout en haute mer. Cette semaine et la semaine prochaine, les pays du Pacifique Sud se réuniront à Wellington, en Nouvelle-Zélande, pour élaborer un projet de convention pour essayer d'interdire les opérations de pêche au filet dérivant dans cette région, et commenceront à établir un régime de gestion pour la pêche au thon albacore. Le projet de résolution A/44/L.42 sur le droit de la mer que ma délégation a l'honneur de parrainer contient des dispositions précises concernant l'interdiction de méthodes et de pratiques de pêche qui risquent de nuire aux ressources biologiques marines.

La section du rapport concernant la Commission préparatoire du droit de la mer relate les progrès réalisés par la Commission au cours des sept dernières années sur toute une gamme de questions organisationnelles qui lui ont été confiées. Nous notons que malgré certains progrès marquants, tels que l'enregistrement des investisseurs pionniers et l'élaboration d'un règlement, il y a toujours des divergences sur des points importants, notamment à propos de la partie XI de la Convention.

Ces divergences qui persistent sur les aspects du régime de l'exploration et de l'exploitation des ressources des fonds marins ont grandement entravé les travaux de la Commission préparatoire et font toujours obstacle à la proche entrée en vigueur de la Convention. L'Australie pense toujours que l'objectif d'une convention universelle, qui était la raison d'être de l'adoption de la méthode du consensus pour les négociations sur la Convention du droit de la mer, doit rester notre but. En outre, il faut trouver les moyens d'empêcher qu'une Convention reconnue universellement comme ayant fondé le droit international moderne de la mer n'ait pas encore pu entrer en vigueur à cause de différends sur le régime d'exploitation des fonds marins au-delà des juridictions nationales.

Ma délégation est d'avis qu'il est temps de traiter de cette situation, surtout parce que la mise en vigueur de l'ensemble des règles qui figurent dans la Convention est une tâche actuelle et urgente, tandis que l'exploitation des ressources des fonds marins est encore bien loin dans l'avenir. C'est pour cette raison que ma délégation se félicite du ton plus conciliant du projet de résolution de cette année sur le droit de la mer. Nous espérons que cela encouragera une

M. Berry (Australie)

réévaluation des positions sur les questions controversées qui ont retardé l'entrée en vigueur de la Convention. Nous pensons que le moment est peut-être venu maintenant pour la communauté internationale de traiter de ces questions.

C'est dans cet esprit que la délégation australienne s'est portée coauteur du projet de résolution, et nous sommes très heureux et encouragés de voir que le texte bénéficie d'un large appui. Naturellement, nous espérons que l'Assemblée pourra bientôt adopter par consensus une résolution sur le droit de la mer. Nous espérons que ce jour est proche. En attendant, nous pensons que le projet de résolution dont nous sommes saisis représente un grand pas en avant dans la voie de la solution des problèmes en suspens concernant le régime du droit de la mer dans son ensemble.

Le projet de résolution transmet un message positif et nous escomptons qu'il recevra une réponse positive. Mais nous ne devons pas nous laisser décourager si cette réponse ne donne pas des résultats immédiats. Les problèmes sont complexes et ne se prêtent pas à des solutions instantanées. En outre, ma délégation pense sincèrement qu'adopter une approche positive et constructive comme celle que préconise le projet de résolution n'est pas simplement de l'intérêt d'un ou deux Etats, puisque la résolution des problèmes importants en suspens est de l'intérêt de tous.

Par conséquent, nous sommes fermement convaincus que la persévérance, la bonne foi et un travail ardu nous permettront, dans un avenir très proche, de parvenir au résultat auquel nous aspirons tous, c'est-à-dire à un régime juridique de la mer universel et efficace.

M. HAYES (Irlande) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation s'associe à la déclaration faite récemment par la délégation de la France au nom des Communautés européennes et de leurs 12 Etats membres et l'a fait sienne. Etant donné cette déclaration, je serai extrêmement bref.

Comme d'autres orateurs l'ont déjà fait, je voudrais rappeler la déclaration qui a été faite au nom du Groupe des 77 à la séance plénière de clôture de la Commission préparatoire, à New York, au début de cette année. Cette déclaration a été particulièrement bien accueillie parce qu'elle traduit la volonté d'ouvrir un nouveau dialogue pour aborder des questions qui posent toujours des difficultés à certains pays ou qui entravent l'acceptation universelle de la Convention sur le droit de la mer.

M. Hayes (Irlande)

L'Irlande appuie la Convention et continue d'oeuvrer en vue de son acceptation universelle. Dans ce contexte, je voudrais rappeler ce qu'a dit le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande lorsqu'il a pris la parole au début de cette session de l'Assemblée générale.

"La Convention sur le droit de la mer marque un jalon dans l'histoire de l'élaboration du droit international et de la coopération, un domaine où il ne doit pas être permis d'échouer. Ses dispositions n'ont pas encore été adoptées de façon universelle, parce que certains éléments concernant le régime des fonds marins n'ont pas été acceptés par tous. Nous croyons cependant qu'un climat existe maintenant qui ouvre la voie au dialogue entre tous les Etats, afin de trouver une convention universellement acceptable." (A/44/PV.13, p. 41).

J'ai le plaisir de faire observer que des idées semblables ont été exprimées dans de nombreuses déclarations prononcées au cours du débat d'aujourd'hui.

Parce que le projet de résolution A/44/L.42 constitue un message clair, ma délégation l'a parrainé. Il n'est donc guère besoin de dire que nous voterons pour ce texte.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution A/44/L.42 : Chypre, Madagascar, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sénégal.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/44/L.42.

Si l'Assemblée adopte le projet de résolution, elle demandera au Secrétaire de présenter un rapport à la quarante-cinquième et à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale sur le développement et la gestion des ressources marines. En outre, on demandera également au Secrétaire général de mettre le rapport sur la protection et la préservation du milieu marin à la disposition des réunions intergouvernementales qui se tiendront en vue de la préparation de la conférence sur le développement et l'environnement de 1992 et de préparer une étude sur la recherche scientifique marine pour la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale à la lumière des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Le Président

Pour ces trois activités il y a des incidences financières qui figurent au projet de budget-programme pour l'exercice financier 1990-1991. Par conséquent, on ne prévoit aucune incidence financière si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/44/L.42.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, Turquie.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Equateur, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Pérou, Venezuela.

Par 138 voix contre 2, avec 6 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 44/26).*

* La délégation du Mozambique a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote. Je rappelle que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. MARTINEZ GONDRA (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : Mon pays considère que le troisième alinéa du préambule et le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution qui vient d'être adopté est conforme à la déclaration faite par ma délégation le 5 octobre 1984 au moment de signer la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et conforme notamment au dernier paragraphe de cette déclaration.

M. AUST (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais saisir cette occasion pour exposer les raisons pour lesquelles ma délégation s'est abstenue lors du vote qui vient d'avoir lieu. Mais, auparavant, j'aimerais faire quelques observations d'ordre plus général.

Le Royaume-Uni reconnaît que le droit de la mer est d'une importance vitale pour le monde. A notre avis, beaucoup a été fait ces dernières années pour réduire les divergences entre les pratiques des Etats et assurer le respect de normes généralement convenues. Cela a contribué au maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi qu'au bon ordre sur les mers.

Nous nous félicitons des efforts inlassables déployés par le Secrétariat, dans la meilleure tradition des Nations Unies, pour promouvoir l'application de régimes généralement convenus et élaborés au cours de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Dans ce contexte, nous rendrons un hommage tout particulier au Secrétariat pour l'initiative qu'il a prise - et pour les efforts inlassables qu'il a déployés à cette fin - de publier une série de publications et de bulletins fort utiles, fournir des renseignements détaillés sur l'évolution du droit de la mer à l'échelle mondiale et contribuer à promouvoir l'harmonisation des législations et des pratiques nationales conformément aux régimes convenus. Nous tenons particulièrement à signaler le rapport complet et des plus utiles établi par le Secrétaire général sur les événements les plus récents concernant le milieu marin, qui fournira une base excellente pour un futur examen de cette importante question.

M. Aust (Royaume-Uni)

Nous nous félicitons également de la proposition du Secrétariat de convoquer un groupe d'experts à New York en septembre pour examiner la question de la recherche scientifique marine. Nous appuyons pleinement les efforts visant à réaliser une plus grande harmonisation des pratiques nationales en la matière, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Pour en venir au projet de résolution lui-même, nous nous félicitons de la manière plus franche et plus souple dont se sont déroulées les discussions sur ce texte. Elle est tout à fait dans l'esprit des déclarations faites par les groupes d'intérêts à la fin de la session d'été de la Commission préparatoire, qui, tous, ont insisté sur l'importance du dialogue. Nous nous félicitons qu'au septième alinéa de son préambule le projet de résolution fasse mention de ces déclarations et qu'au paragraphe 3 de son dispositif il invite tous les Etats à redoubler d'efforts pour faciliter une participation universelle à la Convention. Nous regrettons cependant qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un consensus sur ce texte.

Nous aurions été mieux à même d'appuyer concrètement le projet de résolution s'il avait insisté davantage sur la nécessité de s'attaquer aux questions en souffrance relatives à l'exploitation minière des grands fonds marins qui font actuellement obstacle à l'acceptation universelle de la Convention. Nous aurions souhaité que la résolution tienne compte également des réelles difficultés que nous et d'autres éprouvons à appuyer sans réserve la Convention tant que ces questions ne sont pas réglées. Etant donné que tel n'est pas le cas, ma délégation s'est abstenue lors du vote.

La position du Royaume-Uni sur les lacunes du régime de l'exploitation minière des grands fonds marins prévu par la Convention est trop connue pour que je l'expose en détail ici. Nous tenons cependant à souligner que nous conservons l'espoir qu'une convention universellement acceptable pourra être réalisée. Nous espérons que la volonté déclarée de certains d'entamer un dialogue contribuera à atteindre cet objectif.

M. KORUTURK (Turquie) (interprétation de l'anglais) : La Turquie souscrit à la plupart des dispositions tant de la Convention sur le droit de la mer que de la résolution qui vient d'être adoptée. Nous avons toujours été en faveur de l'institution d'un régime de la mer fondé sur l'équité et généralement acceptable

M. Korutürk (Turquie)

pour tous les Etats, et nous avons contribué à tous les efforts faits dans ce sens. Cependant, la Turquie ne peut signer la Convention du fait qu'elle ne tient pas suffisamment compte des particularités géographiques. En raison de cette lacune, la Convention n'établit pas un juste équilibre entre les intérêts en conflit. En outre, la Convention ne prévoit pas la possibilité pour les signataires de réserver leur position à l'égard de dispositions particulières.

Comme les années précédentes, la Turquie n'a pas été en mesure d'accepter un projet de résolution qui ne répond pas à ses intérêts vitaux dans les mers qui l'entourent. A titre d'exemple des éléments qui soulèvent des objections de notre part, je mentionnerai la disposition selon laquelle les Etats sont priés de se fonder sur la Convention lorsqu'ils promulguent leur législation nationale. Etant donné que nous n'avons pas signé la Convention, nous ne pouvons accepter cette disposition.

Au fil des ans, nous avons remarqué que les rédacteurs de projets de résolution étaient en mesure d'accommoder les positions des pays éprouvant des difficultés à les adopter en en modifiant le libellé. Nous espérons qu'à l'avenir, tout projet de résolution sur ce point particulier sera libellé en des termes qui permettront à la Turquie de modifier son vote.

M. PERRI (Brésil) (interprétation de l'anglais) : Le Brésil a voté pour le projet de résolution A/44/L.42 étant donné que nous souscrivons à l'objectif général de la défense du régime juridique global établi par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui encourage tous les Etats à adhérer à ce régime juridique et à permettre à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer de s'acquitter de son mandat conformément à la résolution I de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

La résolution qui vient d'être adoptée contient également une grande expression de bonne volonté à l'intention des Etats qui prétendent éprouver certaines difficultés à l'égard du régime de la Convention, notamment ceux qui n'ont pas signé la Convention. Le résultat du vote que nous avons vu apparaître au tableau confirme néanmoins les sentiments de frustration et de déception que nous avons mentionnés dans notre déclaration et qui sont dus au fait que nous avons beaucoup espéré voir intervenir un changement dans le vote de ces Etats. Comme nous l'avons signalé au cours du débat, le fait d'accepter les termes édulcorés

M. Perri (Brésil)

dans lesquels sont rédigés le troisième alinéa du préambule et le paragraphe 5 du dispositif ainsi que les messages contenus dans le septième alinéa du préambule et le paragraphe 3 du dispositif ne change absolument rien à notre volonté de continuer à défendre la Convention et les résolutions y relatives adoptées en même temps et de nous opposer résolument à toute tentative de saper ces instruments ou de contrecarrer leur but et leur objet.

M. BRAUTIGAM (République fédérale d'Allemagne) (interprétation de l'anglais) : La République fédérale d'Allemagne continue à porter un grand intérêt à tous les aspects du développement du droit de la mer. Le représentant de la France, dans la déclaration qu'il a faite au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne, a déjà exprimé notre reconnaissance pour les efforts inlassables consacrés à cette question par le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer, sous la direction du Secrétaire général adjoint, M. Nandan.

Nous nous félicitons en particulier de l'attention spéciale accordée aux problèmes de l'environnement marin que dénotent le rapport du Secrétaire général sur la protection et la préservation de l'environnement marin ainsi que le texte de la résolution sur le droit de la mer. La protection de l'environnement marin est un élément crucial de la coopération mondiale dans le domaine de la protection de l'environnement et, en tant que tel, l'un des principaux objectifs de la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne.

Comme l'an dernier, nous saluons les efforts faits par le Secrétaire général pour fournir une aide aux Etats Membres pour la mise en valeur des zones marines relevant de leur juridiction conformément au droit international. La République fédérale d'Allemagne cherche à collaborer avec tous les Etats intéressés dans ce domaine.

Nous apprécions également les efforts déployés par le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer afin d'harmoniser les pratiques internationales dans le domaine de la recherche scientifique marine. L'étude qui a résulté de la réunion d'un groupe d'experts convoqué en septembre à New York pourrait être très utile pour promouvoir la coopération internationale dans ce domaine important. Mon gouvernement est heureux d'avoir contribué aux frais occasionnés par cette réunion.

En ce qui concerne la Convention sur le droit de la mer elle-même, la République fédérale d'Allemagne réaffirme son attachement à l'universalité de la Convention. Nous conférons une grande importance à la Convention en tant qu'instrument juridique global permettant de garantir la paix et la primauté du droit dans les mers, en traitant de tous les aspects de leur utilisation. Toutefois, comme certains autres Etats, nous maintenons nos réserves concernant certaines dispositions de la partie XI de la Convention traitant de l'exploitation du fond des mers. Nous regrettons que l'on n'ait pas encore pu trouver de

M. Bräutigam (RFA)

solutions aux problèmes en suspens et qu'aucune solution immédiate n'apparaisse, car cette situation empêche la Convention de devenir universellement acceptable. Voilà pourquoi la République fédérale d'Allemagne s'est une fois encore abstenue lors du vote sur le projet de résolution relatif au droit de la mer.

Comme l'a déjà déclaré le représentant de la France au nom des Douze, nous apprécions toutefois tous les efforts déployés depuis la session d'été de la Commission préparatoire pour susciter un dialogue sérieux sur les questions qui n'ont pas encore été résolues, afin de rendre la Convention universellement acceptable. Nous avons participé activement à ces efforts.

Dans ce contexte, nous nous félicitons tout particulièrement de la déclaration faite par le Président du Groupe des 77 lors de la séance de clôture de la session d'été de la Commission préparatoire. Nous avons également relevé l'introduction de nouveaux passages dans la résolution sur le droit de la mer présentée cette année. Les pourparlers intensifs qui ont mené à l'élaboration de ce nouveau texte indiquent peut-être une nouvelle ouverture dans la recherche de solutions aux problèmes en suspens, bien que nous eussions souhaité que le message que porte la résolution fût plus clair.

Nous sommes prêts à participer activement à un dialogue qui, nous l'espérons, sera bientôt entamé et qui pourrait en fin de compte mener à des résultats permettant à la République fédérale d'Allemagne d'accéder à la Convention. Il serait bon que, dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée générale l'an prochain, le Secrétaire général puisse signaler que des progrès importants ont été réalisés vers l'objectif de l'universalité de la Convention.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons ainsi achevé l'examen du point 30 de l'ordre du jour.

POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

ELECTIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES ET AUTRES ELECTIONS

d) ELECTION DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (A/44/478)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'attire maintenant l'attention de l'Assemblée sur le document A/44/478, où figure une note du Secrétaire général.

Le Président

Par sa résolution 42/108 du 7 décembre 1987, l'Assemblée générale a décidé de proroger le mandat du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour une nouvelle période de cinq ans commençant le 1er janvier 1989.

Par sa décision 43/312 du 29 novembre 1988, l'Assemblée générale, sur proposition du Secrétaire général (A/43/864), a prolongé de trois ans, à compter du 1er janvier 1989, le mandat de M. Jean-Pierre Hocké en tant que haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Le 26 octobre 1989, le Secrétaire général a accepté avec regret la démission du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui a pris effet le 1er novembre 1989.

Conformément à la procédure prévue au paragraphe 13 du Statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Secrétaire général propose à l'Assemblée générale d'élire M. Thorvald Stoltenberg, ancien Ministre des affaires étrangères de Norvège et actuellement Représentant permanent de la Norvège auprès des Nations Unies, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour une période de quatre ans commençant le 1er janvier 1990.

Avant de prendre une décision sur cette proposition, je voudrais citer l'article 78 du règlement intérieur, qui s'applique à la proposition dont l'Assemblée est saisie :

"En règle générale, aucune proposition n'est discutée ni mise aux voix, à une séance de l'Assemblée générale, si le texte n'en a pas été distribué à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance."

Compte tenu du peu de temps dont nous disposons et de la volonté des membres de prendre rapidement une décision sur ce point de l'ordre du jour, je voudrais proposer, avec votre accord, de prendre une décision sur la proposition figurant sous la cote A/44/478, bien qu'elle n'ait été distribuée que cet après-midi. J'ajouterai que l'essentiel des informations présentées au document A/44/478 figurait déjà au document A/44/247, qui a été distribué le 15 novembre 1989.

Le Président

S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée accepte ma proposition.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale adopte la proposition contenue dans le document A/44/478?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'aimerais, au nom de l'Assemblée, féliciter M. Thorvald Stoltenberg, ancien Ministre des affaires étrangères de la Norvège et Représentant permanent en titre de la Norvège auprès de l'ONU, de sa nomination aux fonctions de Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour une période de quatre ans commençant le 1er janvier 1990.

Ainsi s'achève l'examen du point 16 d) de l'ordre du jour.

POINT 82 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

e) COOPERATION ECONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT : RAPPORT DE LA DEUXIEME COMMISSION (Partie VI) (A/44/746/Add.5)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je prie le Rapporteur de la Deuxième Commission, Mme Martha Dueñas de Whist, de l'Equateur, de présenter le rapport de la Deuxième Commission.

Mme DUEÑAS de WHIST (Equateur), Rapporteur de la Deuxième Commission (interprétation de l'espagnol) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le rapport de la Deuxième Commission (Partie VI) (A/44/746/Add.5) sur le point 82 e) de l'ordre du jour : Coopération économique et technique entre pays en développement. .

Au paragraphe 5 du rapport, la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter un projet de décision intitulé "Rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement sur sa sixième session". Ce texte a été adopté sans vote à la Deuxième Commission.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas de proposition au titre de l'article 66 du règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée générale décide de ne pas examiner le rapport de la Deuxième Commission dont elle est saisie aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les positions des délégations sur les diverses recommandations de la Deuxième Commission ont été clairement exposées à la Commission et sont consignées dans les comptes rendus officiels pertinents.

Je rappelle aux membres qu'au paragraphe 7 de la décision 34/401, l'Assemblée générale a décidé que :

"Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure du possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission."

Je rappelle aux délégations que, également en application de la décision 34/401, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Au paragraphe 5 de son rapport, la Deuxième Commission recommande l'adoption d'un projet de décision intitulé "Rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement sur sa sixième session".

La Deuxième Commission a adopté le projet de décision. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons achevé cette phase de l'examen du point 82 e) de l'ordre du jour.

La séance est levée à 17 h 15.